

PIERRE VIMONT

Secrétaire général exécutif, Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)

Bonjour ! Je suis ravi et honoré qu'on m'ait demandé de participer à la World Policy Conference, bien que je me trouve à Bruxelles, à plusieurs centaines de kilomètres de la ville qui accueille l'édition 2012 de cette conférence. Thierry de Montbrial a insisté pour que j'effectue cette petite présentation, même à distance, depuis Bruxelles. Demande que j'ai acceptée, même si j'ai parfois quelques doutes quant à son utilité, au vu de l'impressionnant tableau d'intervenants prévus. Travaillant depuis maintenant pratiquement deux ans au sein de la SEAE, voici les quelques remarques dont j'aurais aimé vous faire part si j'avais pu être présent à Cannes. Ces observations sont le fruit direct de mon expérience professionnelle au sein de ce service.

La première remarque dont je souhaiterais vous faire part est la suivante : le nombre de partenaires de l'Union européenne qui, aux quatre coins du monde font régulièrement appel à l'Union à diverses fins : intervention diplomatique ou militaire, opération civile ou assistance financière est vraiment impressionnant. Que ce soit de manière bilatérale ou multilatérale, l'Union européenne est en effet de plus en plus sollicitée, ce qui, il suffit de réfléchir à l'ONU, à l'Union Africaine ou à la Ligue Arabe pour s'en rendre compte, en dit long sur la place qu'elle occupe déjà à l'heure actuelle sur l'échiquier international. Deuxième constat, en dépit de ce que je peux lire régulièrement sur la rivalité et les difficultés qui existent entre les actions diplomatiques menées à titre individuel par les États membres et celles de l'Union européenne, celles-ci sont en fait plus complémentaires qu'antagonistes. Cette complémentarité opère, d'après moi, plutôt efficacement, de manière plus naturelle et pas aussi conflictuelle que ce qu'on en dit généralement. Certains de mes collègues ou de mes interlocuteurs sont parfois un peu surpris lorsque je leur fais part de mon expérience au sein du SEAE, mais c'est la réalité du terrain. Les diverses pièces du puzzle s'emboîtent plutôt facilement : les États membres ont d'un côté leurs propres intérêts et leurs manières propres de procéder et l'Union européenne parvient plutôt naturellement à définir les contours de son propre rôle et à trouver sa propre place. Même lorsqu'on observe ce qui s'est passé récemment à l'occasion du vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'octroi du statut d'État non-membre observateur à la Palestine, il est vraiment frappant de constater qu'en dépit du scrutin partagé en trois, comme vous le savez, des États membres de l'UE, ce même jour, les 27 États membres ont été capables de s'accorder sur une déclaration commune. Prononcée par le Haut représentant, Mme Catherine Ashton, cette déclaration réaffirmait les principes de l'Union quant à la manière de résoudre le conflit israélo-palestinien. Nous avons été capables de nous entendre pour réaffirmer les points suivants : besoin de relancer le processus de paix, rappel de notre soutien à la création de deux États séparés, caractère inacceptable de la politique de colonisation, etc. Pour moi donc, même si nous convenons tous que nous sommes encore très loin de toute forme d'accord sur la manière de parvenir à la paix, les Européens ont au moins été capables de parler d'une seule voix et je pense que cette unité en dit très long sur le caractère complémentaire des actions diplomatiques menées par les États membres.

Si mes commentaires sur ces deux observations vous semblent justes, la question suivante se pose naturellement : comment se fait-il que dès qu'il est question de la politique étrangère de l'Union européenne nous avons toujours le sentiment qu'il y manque quelque chose, que le tableau est légèrement incomplet ? Pour moi, trois raisons sont à l'origine de ce sentiment. La première concerne un problème de communication : nous ne communiquons peut-être pas suffisamment sur les résultats positifs engrangés par les politiques que nous menons. Or, de réussite nous ne manquons pourtant pas : travail sur le terrain dans la Corne de l'Afrique, importants et intéressants efforts consentis en Somalie, lutte contre la piraterie, reprise dans une certaine mesure de l'État somalien, encore très fragile. Il y a encore

beaucoup à faire, mais nous avons obtenus de bons résultats dans cette région. Réfléchissez au dialogue établi entre la Serbie et le Kosovo, le Haut représentant vient juste de faire le compte-rendu du troisième round de ces pourparlers. Ces négociations vont lentement dans le bon sens, cela prendra du temps, mais on pourrait à nouveau parler de réussite de la diplomatie de l'UE. Nous devons donc, d'après moi, essayer de communiquer davantage sur ces bons résultats et j'espère que ce sera le cas à l'avenir, mais ce faisant nous devons rester prudents car les États membres nous surveillent de près. Le deuxième point auquel nous devons davantage travailler concerne le déploiement des aspects réellement novateurs de ce nouveau service qu'est le SEAE, à savoir parvenir à une approche exhaustive réunissant tous les instruments et outils actuellement à disposition au sein de l'Union européenne, mais plus encore il s'agit pour le SEAE de se faire une place entre la Commission, d'un côté et les États membres, de l'autre. Comme vous le savez, c'est un service plutôt précurseur, sans précédent jusque-là au sein de l'Union européenne. Processus permanent et de longue haleine, plus nous progresserons, plus il prendra du temps. Le dernier point enfin sur lequel nous devons nous améliorer concerne la stratégie et la possibilité pour le SEAE de sortir de l'ombre face aux différents défis qui se posent actuellement, notamment en jetant sur le tapis les idées novatrices qui font défaut aux États membres. Cette possibilité constitue l'un des plus grands atouts de l'UE, du SEAE et de son Haut représentant, Mme Ashton, dans leur position actuelle respective. Le fait que nous occupions un échelon supérieur à celui des États membres, celui de l'Europe, nous permet en effet d'envisager les problèmes sous un nouvel angle, de jeter un regard neuf sur les défis qui se posent, qu'il s'agisse des problèmes d'envergure internationale qui ne sont un secret pour personne ; réchauffement climatique, crise énergétique, lutte contre le terrorisme, de la crise majeure qui secoue actuellement la planète ou du Printemps arabe, surnom attribué aux soulèvements arabes survenus à partir de la fin décembre 2010, du sens que nous devons donner à ces événements pour les trois ou quatre prochaines années et des relations que nous devons entretenir avec les pays concernés, Tunisie, Égypte, etc., au gré du déroulement des événements dans cette région du globe. Face à ces diverses difficultés, l'Europe peut suggérer certaines solutions et en faire part aux États membres pour essayer ensemble de voir comment nous pouvons progresser. Je pense qu'en la matière l'Union européenne a un rôle spécial à jouer et qu'il est très important qu'elle assume au gré des progrès réalisés un rôle plus conséquent.

Pour conclure, pardon tout d'abord pour la longueur de mon intervention, je pense que nombre d'entre vous aura peut-être été surpris à l'heure où l'on discute de la crise financière qui sévit en Europe et qu'on entend certains observateurs dirent régulièrement qu'il existe même des incertitudes quant à l'avenir de la zone euro, par mon optimisme par rapport à la politique étrangère de l'UE, mais je pense qu'on est en droit de l'être. Parfois, je crois qu'on oublie que la politique étrangère est un sujet qui anime depuis longtemps déjà les discussions entre les États membres de l'Union, en fait depuis les quarante dernières années et au fil du temps nous avons réussi à trouver de solides points d'entente et à élaborer de bonnes politiques. J'ai parlé auparavant du Moyen-Orient, mais on aurait également pu évoquer l'Afrique, l'Amérique latine, etc. Toutes ces réalisations sont parfois occultées et je crois que nous devons exploiter au mieux la possibilité que nous avons aujourd'hui de mettre tous ces éléments bout à bout et de travailler ensemble à la résolution des problèmes. Ma conclusion personnelle serait donc que si nous voulons progresser et améliorer l'intégration européenne, il s'agit moins, à ce stade, d'apporter d'énormes réformes aux institutions que d'avoir davantage confiance en nous-mêmes et en ce que nous avons accompli jusque-là et de parvenir à exploiter efficacement toutes les ressources incroyables que nous avons réussi à réunir ces dernières années.

Pardon encore une fois pour la longueur de mon intervention. Puisse cette conférence être aussi riche, fructueuse et réussie que possible. Bon après-midi.